



DIRECTION DES ACHATS

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**GROUPEMENT HOSPITALIER EST 59 bd Pinel 69500 BRON
CONSTRUCTION DE L'HOPITAL UNIVERSITAIRE
DE MEDECINE DE READAPTATION (HUMR)**

Opération 310348

MISSION D'ASSISTANCE TECHNIQUE AU MAITRE D'OUVRAGE (ATMO)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

C.C.A.P.

Août 2025

1	OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITION GÉNÉRALES.....	5
1.1	Décomposition en lot et tranche.....	5
1.2	Durée du marché.....	5
1.3	Forme du marché.....	6
2	INTERVENANTS	6
2.1	Conduite d'opération	6
2.2	Assistant technique à maîtrise d'ouvrage (titulaire)	6
2.3	Autres intervenants.....	6
2.4	Modalités de collaboration avec les intervenants	7
3	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	7
4	CONDITIONS GÉNÉRALE D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
4.1	Identification des personnels du titulaire	8
4.2	Politique générale de sécurité des Hospices Civils de Lyon	8
4.3	Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé	9
4.4	Confidentialité	9
4.5	Sécurité.....	9
4.6	Recours aux travailleurs détachés.....	10
5	MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	10
5.1	Démarche BIM.....	10
5.2	Communication entre les parties	10
5.3	Format et support pour la remise des livrables	11
5.4	Modalités de l'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du marché en conception-réalisation	11
5.5	Modalités particulières en cours de réalisation du marché en conception réalisation	11
6	DELAIS	12
6.1	Délais	12
6.2	Prolongation des délais	13
6.3	Délais « période réalisation »	13
7	PENALITES.....	14
7.1	Pénalités de retard	15
7.2	Autres pénalités	15
7.3	Conditions d'application.....	15
8	VERIFICATIONS ET ADMISSION	15
9	AVANCE.....	16
10	PRIX DU MARCHÉ.....	16
10.1	Forme et contenu des prix	16
10.2	Variation des prix	17
11	MODALITES DE REGLEMENT	17
11.1	Acomptes	17
11.2	Demandes de paiement	17
11.3	Délai de paiement	18
11.4	Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement.....	18
11.5	Modalité de facturation – CHORUS PRO	18
11.6	Solde.....	18
12	ASSURANCES.....	18
12.1	Responsabilité	18
12.2	Assurance	18
13	ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	18
14	RÉSILIATION.....	19

15	CESSION DU MARCHE EN COURS DE PERIODE CONTRACTUELLE – CLAUSE DE REEXAMEN	19
16	DROIT ET LANGUE	20
17	LITIGE	20
	ANNEXE 1 : RISQUES GENERAUX DANS LES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS	21

Préambule

Les articles L6132-1 à L6132-6, R6132-1 et suivant du Code de la Santé Publique instituent les Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT).

La convention constitutive conclue le 10 février 2023 et approuvée par arrêté du Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne Rhône Alpes n° 2023-17-0036 du 27 février 2023, institue le GHT Val Rhône Centre regroupant les Hospices Civils de Lyon, désignés établissement support et les établissements parties suivants :

- Le Centre Hospitalier de Beaurepaire, dont le siège est situé 41 avenue Louis Michel Villaz, 38270 Beaurepaire ;
- Le Centre Hospitalier de Condrieu, dont le siège est situé 10 rue de la Pavie, 69420 Condrieu ;
- Le Centre Hospitalier de Givors, dont le siège est situé 9 avenue Professeur Fleming BP122, 69700 Givors ;
- Le Centre hospitalier du Mont d'Or, dont le siège est situé 6 rue Notre Dame, 69250 Albigny sur Saône ;
- L'hôpital intercommunal de Neuville et Fontaines sur Saône, dont le siège est situé 53 chemin de Parenty, 69250 Neuville sur Saône ;
- Le Centre Hospitalier du Pilat Rhodanien, dont le siège est situé 1 place Abbé Vincent, 42410 Pélussin ;
- Le Centre hospitalier de Sainte Foy lès Lyon, dont le siège est 78 chemin de Montray, 69110 Sainte Foy lès Lyon ;
- Le Centre Hospitalier de Vienne, dont le siège est situé montée du docteur Chapuis BP127, 38200 Vienne
- Les Hospices Civils de Lyon, en tant qu'établissement support assurent la passation des marchés et de leurs avenants conformément aux dispositions du code de la commande publique ; chaque établissement partie assurant l'exécution de ces marchés conformément aux dispositions dudit code.

Les responsabilités respectives de l'établissement support et des établissements parties se répartissent comme suit.

	Etablissement support	Etablissements parties	Observations
Passation, Signature notification du marché et de ses avenants, Résiliation du marché	X		
Envoi des bons de commande et Ordres de service	X	X	Chaque partie pour ses propres besoins
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	X		
Procéder à la reconduction des marchés	X		
Agrément des sous-traitants	X		
Délivrance du certificat de cession de créances		X	
Appliquer les pénalités	X (pénalités Reporting + exécution)	X (pénalités d'exécution)	Les pénalités d'exécution sont appliquées le cas échéant par l'établissement concerné
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des marchés, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution du marché	X		
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande ou ordres de service	X	X	Chaque partie gère les différends propres à son établissement

Au sens du présent document :

« L'acheteur » est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire, ci-après les HCL (Hospices Civils de Lyon, établissement support du GHT) ;

Le titulaire est la société contractante désignée dans l'acte d'engagement, ci-après « le titulaire » ou « le prestataire » ; en cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire ;

Les établissements comprennent l'établissement support et les établissements parties du GHT Val Rhône Centre, bénéficiaires le cas échéant du présent marché.

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'acheteur qui fait courir un délai est effectuée essentiellement par échange dématérialisé, par l'intermédiaire du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été ainsi adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique ; ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur, à l'issue de ce délai.

Pour cela, le titulaire doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée du marché. Il indique, dans le cadre de l'offre financière, cette adresse mail et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir l'acheteur dans les plus brefs délais.

1 OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITION GÉNÉRALES

Le marché a pour objet des prestations :

MISSION D'ASSISTANCE TECHNIQUE AU MAÎTRE D'OUVRAGE (ATMO)

pour l'opération :

GROUPEMENT HOSPITALIER EST 59 bd Pinel 69500 BRON CONSTRUCTION DE L'HOPITAL UNIVERSITAIRE DE MEDECINE DE READAPTATION (HUMR)

Opération 310348

La mission confiée au titulaire du marché est une mission de contrôle et de suivi d'un marché public de conception réalisation défini à l'article L2171-2 du Code de la Commande Publique

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

- Au stade programmation et de la préparation du marché de conception réalisation
- Au stade de l'appel d'offres pour le marché de conception réalisation
- Au stade des études de projet
- Au stade de l'élaboration du dossier de demande de permis de construire et autres dossiers d'autorisations administratives
- Au stade des études d'interface équipements-bâtiment
- Au stade des études d'exécution.
- Au stade des travaux
- Au stade de la garantie de parfait achèvement

Lieu d'exécution : Métropole lyonnaise

1.1 Décomposition en lot et tranche

1.1.1 Lots

Les prestations font l'objet d'un lot unique,

1.1.2 Tranches

Les prestations ne sont pas décomposées en tranche.

1.2 Durée du marché

En dérogation à l'article 13.1.1. du CCAG.-PI, la durée du marché s'étend, à compter de la date de l'ordre de service du représentant légal du pouvoir adjudicateur fixant le début de la mission, jusqu'à la notification de la décision du pouvoir adjudicateur attestant de l'exécution complète de la prestation demandée.

1.3 Forme du marché

Il s'agit d'un marché simple à prix global et forfaitaire

2 INTERVENANTS

2.1 Conduite d'opération

Il n'est pas prévu de mission de conduite d'opération au sens de l'article L 2422-3 du code de la commande publique. Pour l'exécution du marché, le représentant technique du maître de l'ouvrage est :

Direction des Affaires Techniques des Hospices Civils de Lyon.
49 rue Villon – CS 98297
69373 LYON CEDEX 08

2.2 Assistant technique à maîtrise d'ouvrage (titulaire)

2.2.1 Personne physique chargée de la conduite de la mission

L'acheteur considère que la bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui se trouve nommément désignée dans l'acte d'engagement pour accomplir la mission.

En dérogation à l'article 3.4.3 et l'article du 39.1 e) du CCAG PI, si cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette mission, le titulaire doit immédiatement en aviser l'acheteur et prendre sans délai toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à l'acheteur.

Le remplaçant est considéré comme accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. S'il récusé le remplaçant, le titulaire dispose de quinze jours pour désigner un autre remplaçant et en informer l'acheteur.

A défaut de désignation, ou en cas de récusation des remplaçants, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG PI.

2.2.2 Mandataire du groupement

Si l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement.

2.2.3 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant en application des dispositions prévues par la réglementation.

2.3 Autres intervenants

2.3.1 Groupement d'Opérateurs économiques chargé de la conception et réalisation de l'ouvrage

Les opérateurs économiques chargés de la conception et des travaux sont dénommés « l'entrepreneur », « l'entreprise » ou « le titulaire du marché de conception réalisation » dans l'ensemble des documents du marché.

2.3.2 Contrôle technique

Les travaux sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues aux articles L 111-23 à 26 du code de la construction et de l'habitation.

Le titulaire est informé des coordonnées du prestataire chargé de cette mission et du contenu de ses missions, dès notification du contrat correspondant.

Le titulaire doit prendre connaissance de l'ensemble des observations du contrôleur technique.

2.3.3 Coordination sécurité et protection de la santé

L'opération est classée en catégorie 1 au sens de l'article R 4532-1 du code du travail.

Le titulaire sera informé des coordonnées du prestataire chargé de cette mission dès notification du contrat correspondant.

Le titulaire doit prendre connaissance des observations du coordonnateur de sécurité.

2.3.4 Organisme de certification HQE

Le titulaire est informé des coordonnées du prestataire chargé de cette mission et du contenu de ses missions, dès notification du contrat correspondant.

Le titulaire doit prendre connaissance de l'ensemble des observations de l'organisme de certification.

2.4 Modalités de collaboration avec les intervenants

Le maître d'ouvrage autorise le titulaire à échanger directement avec chacun des prestataires désignés à toutes les étapes du projet.

Il s'engage à faire respecter les obligations contractuelles, notamment en matière de délais, assignées à chacun des autres intervenants concourant à la réalisation de l'opération.

En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le titulaire informe le maître d'ouvrage sans délais.

3 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

En dérogation à l'article 4.1. du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante:

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe :
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) et ses annexes,
 - Annexe 1 - « Facturation fournisseurs »
 - Annexe 2 - « Risques généraux dans les établissements hospitaliers »
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.), Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles. Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter
- Décomposition du prix global et forfaitaire
- L'offre technique du titulaire

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2. du CCAG PI, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

4.1 Identification des personnels du titulaire

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel présent dans l'enceinte des établissements hospitaliers (bâtiments administratifs et sites hospitaliers) un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur (badge nominatif avec photo et logo de la société titulaire du marché).

Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

4.2 Politique générale de sécurité des Hospices Civils de Lyon

En application des textes en vigueur, les Hospices Civils de Lyon (HCL), se réservent le droit de requérir l'avis des autorités compétentes, avant d'autoriser l'accès des personnels du titulaire du marché aux bâtiments, locaux et installations des Hospices Civils de Lyon.

A cette fin, les HCL exigent du titulaire du marché de lui remettre dans un délai maximum de 8 jours suivant la notification du marché la liste exhaustive des personnels susceptibles d'accéder aux bâtiments et installations des Hospices Civils de Lyon comportant les informations suivantes :

- Nom et prénom(s) ;
- Date et lieu de naissance ;
- Domicile actuel ;
- Nom de l'employeur (si différent du contractant, exemple de la sous-traitance) ;
- Profession ;
- Le ou les lieux d'intervention du personnel titulaire du marché.

La liste est adressée au Département Prévention et Sécurité Générale (DPSG) des HCL par mail à l'adresse suivante avec accusé de lecture et de réception : dpsg.acces@chu-lyon.fr. Tout ou partie de la liste pourra être transmise par le DPSG des HCL aux autorités compétentes.

De même, en cas de modification de la liste initiale du personnel ou de son lieu d'affectation, le titulaire du marché s'engage à adresser une nouvelle liste intégrant les nouveaux personnels qu'il souhaite voir accéder aux bâtiments, locaux et installations des Hospices Civils de Lyon au moins un mois avant la venue effective des personnes considérées.

Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

Le titulaire devra notifier, conformément à la réglementation, à ses personnels que les HCL pourront solliciter l'avis des autorités compétentes pour leur autoriser l'accès aux bâtiments des HCL.

Les HCL se réservent le droit, à la suite de l'enquête administrative, de refuser l'accès à tout ou partie des bâtiments et installations à la personne considérée si l'avis émis par les autorités compétentes précise que ses caractéristiques sont « incompatibles ». Le titulaire du marché est alors informé par les HCL de cette situation dans les plus brefs délais et devra prendre les mesures qui s'imposent.

L'avis formulé par les autorités compétentes est valable pour une durée déterminée, généralement trois ans. Ce délai doit être entendu comme le terme avant lequel les HCL ne solliciteront pas à nouveau l'administration pour l'accès de la même personne.

Néanmoins, si les HCL détectent des changements radicaux de situation ou de comportement d'un personnel du titulaire du marché, les HCL solliciteront de nouveau les autorités compétentes pour une mise à jour de l'avis précédent.

Tout manquement constaté ou non-respect d'une des règles énoncées ci-dessus est susceptible d'entraîner la résiliation du marché pour faute, dans les conditions du présent CCAP.

Le titulaire du marché est informé que des contrôles et audits peuvent être menés par les Hospices Civils de Lyon par le Département Prévention et Sécurité Générale des HCL ou leurs représentants.

4.3 Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur, avant la signature du présent marché et tous les six mois, à compter de la prise d'effet du contrat et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces suivantes permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

Les pièces correspondantes à remettre à l'acheteur sont listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail.

En cas de non accomplissement de ces formalités par le titulaire, après mise en demeure de régulariser sa situation restée infructueuse, l'acheteur pourra résilier le présent marché, sans indemnités aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

Par ailleurs, conformément à l'article 6.1 du CCAG PI le titulaire doit être en mesure de justifier en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur, des obligations prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

4.4 Confidentialité

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. De même que, tout usage ou divulgation d'information relative aux données de santé pourra faire l'objet d'une résiliation du marché au tort du titulaire en application de la clause de résiliation du marché visé au présente CCAP.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui auraient confiés les établissements hospitaliers.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts des établissements hospitaliers, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de l'acheteur. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité des établissements hospitaliers, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'acheteur ou d'un tiers.

4.5 Sécurité

Les établissements ont défini, selon les dispositions du Code du Travail - articles R. 4515-11 à R. 4515-15 - une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans leurs établissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le titulaire du marché devra respecter conformément aux dispositions de l'annexe 2 du présent CCAP. Les HCL assureront la coordination générale des mesures de prévention relatives aux opérations effectuées sur leurs sites.

Les établissements pourront s'assurer, auprès des salariés du titulaire du marché et de ses sous-traitants, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au titulaire du marché par les établissements.

Les établissements se réservent la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en oeuvre, par le titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

4.6 Recours aux travailleurs détachés

Si le titulaire entend employer des salariés détachés (au sens des articles L. 1262-1 et L. 1262-2 du Code du travail) dans le cadre de ce marché, elle fournira le cas échéant, préalablement au détachement, la déclaration mentionnée au I de l'article L. 1262-2-1 du Code du travail.

En cas de sous-traitance, le dispositif précité est applicable au donneur d'ordre. A défaut de s'être fait remettre par son cocontractant une copie de la déclaration mentionnée précédemment, le donneur d'ordre adresse, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail (avec copie au maître d'ouvrage) du lieu où débute la prestation, conformément à l'article L 1262-4-1 du Code du travail.

4.6.1 Réalisation d'une action en matière d'insertion sociale

Le marché ne comporte pas d'obligation en termes d'insertion par l'économique.

4.6.2 Obligations environnementales du titulaire

Les obligations environnementales du titulaire ainsi que les modalités de leur vérification et de leur contrôle sont définies par le maître d'ouvrage dans le CCTP et ses annexes et dans le programme de l'opération.

5 MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

5.1 Démarche BIM

L'opération fait l'objet d'une démarche BIM.

Le BIM est défini comme la méthode de travail basée sur la collaboration autour d'une maquette numérique.

5.2 Communication entre les parties

5.2.1 Ordres de service du maître d'ouvrage au titulaire

Un ordre de service est notamment nécessaire :

- Pour fixer la date de démarrage du marché ;
- Lorsqu'une décision du maître d'ouvrage marque un point de départ ou la prolongation d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation ;
- Dès lors qu'une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles ; Si le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations du titulaire

L'ordre de service daté et signé est remis par le maître d'ouvrage au titulaire par tout moyen dématérialisé permettant d'en attester la date, et le cas échéant, l'heure de sa réception.

5.2.2 Informations données par le maître d'ouvrage au titulaire pendant l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage communique au titulaire toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au titulaire pour l'exécution de son marché.

Il s'agit notamment :

- De toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire ;
- De toute observation ou de tout document adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

Dans le cadre de son devoir de conseil, le titulaire informe le maître d'ouvrage s'il constate en cours d'exécution du marché que les documents comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions.

5.2.3 Informations données par le titulaire au maître d'ouvrage

Le titulaire communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

5.2.4 Comptes rendus des réunions

Les comptes rendus des réunions bilatérales entre le maître d'ouvrage et le titulaire sont établis par le titulaire qui les communique aux participants dans les 5 jours qui suivent la réunion.

5.3 Format et support pour la remise des livrables

Les prestations sont remises de façon dématérialisée par tout moyen de transmission permettant d'en attester la date de remise.

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'accordent sur les formats informatiques des prestations remises de manière dématérialisée. Le titulaire devra fournir ses prestations sous formats génériques lisibles sans nécessiter l'acquisition de logiciels spécifiques, ou en fournissant à l'appui de ses prestations les logiciels de lecture adaptés, sans limitation de droits ni de durée.

Certaines prestations peuvent faire l'objet d'une remise matérialisée (dossier papier), dans les quantités définies au CCTP.

5.4 Modalités de l'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du marché en conception-réalisation

Le maître d'ouvrage envisage la passation du marché de conception réalisation selon la procédure d'appel d'offres restreint en conception-réalisation telle que définie à l'article 69 du code des marchés publics

5.5 Modalités particulières en cours de réalisation du marché en conception réalisation

5.5.1 Gestion des travaux modificatifs

Au titre du présent marché, le titulaire effectue la gestion des prestations modificative en cours d'exécution du marché de conception réalisation.

Elle fait l'objet d'un tableau global de suivi mis à jour régulièrement et facilement partageable avec le maître d'ouvrage.

Toute demande de rémunération supplémentaire de l'entreprise doit être communiquée sans délai au maître d'ouvrage.

Chaque demande de travaux modificatifs fait l'objet d'une analyse contractuelle, technique et financière du titulaire.

Le titulaire communique son analyse au maître d'ouvrage.

Pour les prestations supplémentaires, le titulaire obtient et analyse un devis détaillé de l'entreprise
L'analyse des devis et leur négociation est réputée incluse dans le forfait de rémunération du titulaire.

5.5.2 Ordres de service délivrés par le titulaire

Le titulaire est chargé d'émettre les ordres de service à destination du mandataire du groupement d'opérateurs économiques, avec copie au maître d'ouvrage :

- Ordres de service notifiant la date de commencement des prestations sont émis par le titulaire après réception d'une notification d'une décision de démarrage signée par le maître d'ouvrage.
- Ordres de service entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée. Ceux-ci font obligatoirement l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage
- Ordres de service notifiant à l'entrepreneur des modifications de la nature ou du coût des prestations. Ceux-ci ne peuvent être émis par le titulaire que sur le vu d'une décision prise par le maître de l'ouvrage.

Les ordres de service sont écrits, signés, datés et numérotés.

Les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement d'opérateurs économiques, qui a seul qualité pour formuler des observations.

Les ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives qui ont une incidence financière sur le marché donnent lieu à une juste rémunération. L'ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des travaux supplémentaires ou modificatifs.

Ces prix provisoires, sont arrêtés par le titulaire avec l'accord du maître d'ouvrage, après consultation de l'entreprise.

Le groupement d'opérateurs économiques n'est pas tenue de se conformer à un ordre de service lorsqu'il n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

6 DELAIS

6.1 Délais

Les délais seront calculés suivant les dispositions du CCAG.-PI.

Les délais dont dispose le titulaire est fixé dans l'acte d'engagement du marché.

Le point de départ de ces délais et la date de fin sont fixés comme suit :

Livrables	Origine du délai	Emission d'un ordre de service
Rapport d'analyse du programme technique détaillé	Date de remise au titulaire du dossier correspondant	Non
Rapport d'analyse des offres	Date de réception des offres finales	Non
Mise au point du marché de conception réalisation	Date d'attribution du marché	Non
Rapports sur dossiers de demande de permis de construire et autres dossiers d'autorisation ou de déclarations administratives	Date de remise au titulaire des dossiers correspondants (PC, etc.)	Non
Rapport sur dossier d'études de projet E1	Date de remise à le titulaire du dossier correspondant	Non

Rapport sur dossier d'études d'Interface Equipements-bâtiments	Date de remise au titulaire du dossier correspondant	<i>Non</i>
Compte rendu de réunion	Date de la réunion	<i>Non</i>
Avis sur études d'exécution	Date de remise au titulaire des dossiers correspondants	<i>Non</i>

6.2 Prolongation des délais

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG PI.

6.3 Délais « période réalisation »

6.3.1 Décomptes

6.3.1.1 Décomptes mensuels

Au cours des travaux, le titulaire doit procéder à la vérification des décomptes mensuels de travaux qui lui sont transmis à cet effet par le titulaire du marché de conception-réalisation. Après vérification, il transmet au représentant du maître d'ouvrage les états d'acompte correspondants qu'il a établis.

Le délai de vérification des décomptes mensuels et d'établissement des états d'acompte correspondants est fixé à **cinq (5) jours ouvrables**.

6.3.1.2 Décomptes généraux

A l'issue de la réception du projet de décompte final du titulaire du marché de conception réalisation, le titulaire établira le décompte général du marché et le remettra au représentant du maître d'ouvrage dans un délai maximal de **vingt (20) jours** à compter de la date de remise du projet de décompte final par le titulaire du marché de conception-réalisation.

6.3.2 Instruction des mémoires en réclamation émis par les entrepreneurs.

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de **15 jours** à compter de la réception par le titulaire du mémoire en réclamation de l'entreprise.

6.3.3 Procès-verbal des opérations préalables à la réception

Le titulaire du marché conception réalisation avise à la fois le maître de l'ouvrage et le titulaire par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Le titulaire du marché de conception-réalisation ayant été convoqué au préalable, le titulaire commence les opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai de **20 jours** à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure.

Les opérations préalables à la réception (OPR) nécessitant plusieurs jours, la date retenue pour ces opérations sera la date de leur achèvement figurant sur le procès-verbal des OPR.

Le représentant du maître d'ouvrage, avisé par le titulaire de la date de ces opérations, peut y assister ou s'y faire représenter. Le procès-verbal des OPR mentionne soit la présence du représentant du maître d'ouvrage, soit, en son absence, le fait que le titulaire l'avait avisé.

En cas d'absence du titulaire du marché de conception-réalisation à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal qui lui est notifié.

Dans le cas où le titulaire n'a pas arrêté la date de ces opérations dans le délai fixé, le titulaire du marché de conception-réalisation en informe le représentant du maître d'ouvrage par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Celui-ci fixe la date des opérations préalables à la réception, au plus tard dans les trente jours qui suivent la réception de la lettre adressée par le titulaire du marché de conception-réalisation, et la notifie au titulaire du marché de conception-réalisation et à le titulaire ; il les informe également qu'il sera présent ou représenté à la date des constatations et assisté, s'il le juge utile, d'un expert, afin que puissent être mises en application les dispositions particulières suivantes :

- si le titulaire dûment convoqué n'est pas présent ou représenté à la date fixée, cette absence est constatée et les opérations préalables à la réception sont effectuées par le représentant du maître d'ouvrage et son assistant éventuel ;
- il en est de même si le titulaire présent ou représenté refuse de procéder à ces opérations.

A défaut de la fixation de cette date par le représentant du maître d'ouvrage, la réception des travaux est réputée acquise à l'expiration du délai de 30 jours susmentionné.

Les opérations préalables à la décision de réception comportent tant que de besoin :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés
- les épreuves éventuellement prévues par le marché
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé par le titulaire et signé par lui et par le titulaire du marché de conception-réalisation. Si ce dernier refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au titulaire du marché de conception-réalisation.

Dans le délai de cinq jours suivant la date du procès-verbal, le titulaire fait connaître au titulaire du marché de conception-réalisation s'il a ou non proposé au représentant du maître d'ouvrage de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du titulaire, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire du marché global sectoriel dans les 30 jours suivant la date du procès-verbal. La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

6.3.4 Dossier des ouvrages exécutés – Dossier de maintenance des lieux de travail

Le dossier des ouvrages exécutés et le dossier de maintenance des lieux de travail, vérifiés par le titulaire, devront être fournis au maître d'ouvrage au plus tard **trente (30) jours** après la réception des travaux.

7 PENALITES

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG PI.

Toutes les pénalités prévues au marché sont appliquées au titulaire sur simple constat, sans mise en demeure préalable. Il appartient au titulaire d'apporter le cas échéant la preuve de l'existence d'un événement exonérateur de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.

7.1 Pénalités de retard

	Cause	Pénalité journalière
Compte rendu de réunion	Retard dans la diffusion	75 €
Rapport d'analyse des offres finales	Retard dans la remise du rapport par le titulaire	300 €
Rapports sur dossiers de demande de permis de construire et autres dossiers d'autorisation ou de déclarations administratives	Retard dans la remise du rapport par le titulaire	150 €
Rapport sur dossier d'études de projet E1	Retard dans la remise du rapport par le titulaire	150 €
Rapport sur dossier d'études d'Interface Equipements-bâtiments	Retard dans la remise du rapport par le titulaire	150 €
Etablissement des décomptes mensuels et du décompte général	Retard dans la remise du décompte mensuel par le titulaire	1/3000 du montant HT du montant correspondant
Etudes d'exécution	Retard dans la production de l'avis	75 €
Etablissement du cahier de garantie de parfait achèvement puis mise à jour périodique	Retard dans l'établissement du cahier dématérialisé de suivi de GPA ou retard dans la mise à jour de ce cahier	75 €

7.2 Autres pénalités

En cas de non-respect d'un de ses engagements contractuels, et dans le cas où cette défaillance n'est pas sanctionnée par une pénalité spécifique prévue au présent contrat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 euros net de taxe par manquement constaté. Cette pénalité est appliquée au titulaire sur simple constat, sans mise en demeure préalable.

7.3 Conditions d'application

Montant maximal des pénalités : 10 % du montant du marché augmenté des éventuels avenants.

Les pénalités commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations éventuellement modifié, est expiré.

Les pénalités ne sont pas libératoires des dommages-intérêts que le maître d'ouvrage se réserve le droit de réclamer pour perte d'exploitation.

Les pénalités sont nettes de taxes.

8 VERIFICATIONS ET ADMISSION

Le présent article déroge aux articles 28.4, 28.5, 29.1, 29.2, 29.3 et 29.4 du CCAG PI.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché, conformément aux stipulations contractuelles.

L'acheteur dispose d'un délai de 2 mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision. Il prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché. Le cas échéant, la décision susvisée mentionne la date d'effet de l'admission.

Les éléments ci-après font l'objet d'une décision d'admission de l'acheteur :

	Décision d'admission
Rapport d'analyse offres	Oui
Constitution marché et rédaction de la mise au point.	Non
Assistance au stade de l'établissement des dossiers de demande de permis de construire et autres dossiers d'autorisation ou de déclarations administratives	Non
Assistance au stade des études de projet E1	Non
Assistance au stade des études d'Interface Equipements-bâtiments	Non
Assistance au stade des études d'exécution	Non
Suivi de la réalisation des travaux	Non
Opérations de réception	Oui
Etablissement du décompte général (DG) études et travaux	Non
Remise au maître de l'ouvrage des plans, maquette BIM conformes à l'exécution des ouvrages et dossier de maintenance des lieux de travail	Non
Gestion de la garantie de parfait achèvement	Oui

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées, après consultation du titulaire.

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet. Dans ce cas, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché, et encourt les pénalités de retard prévues au présent contrat.

9 AVANCE

L'option B. de l'article 11.1 du CCAG-PI, s'applique.

Sauf en cas de refus du titulaire indiqué dans l'acte d'engagement, si les conditions de montants et de durée d'exécution du marché sont réunies, le maître d'ouvrage versera une avance prévue par les articles L. 2191-2 et R. 2191-3 du code de la commande publique dans les conditions définies ci-dessous.

Le versement de l'avance est conditionné par la délivrance de l'ordre de service prescrivant le début des prestations et par la constitution d'une garantie à première demande portant sur la totalité de l'avance.

Le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Pour le calcul de l'avance, la durée à prendre en compte est fixée à 30 mois

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre, au titre du marché, atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement est terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

10 PRIX DU MARCHE

10.1 Forme et contenu des prix

Le montant du forfait de rémunération du titulaire est fixé dans l'acte d'engagement, il est réputé couvrir l'ensemble des frais engagés par le prestataire pour couvrir l'intégralité de sa mission en particulier, participation aux réunions, déplacements, reprographie des documents définitifs et intermédiaires, fourniture des supports papier et informatique.

10.2 Variation des prix

10.2.1 Mois d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois M_0 mentionné dans l'acte d'engagement.

10.2.2 Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index ingénierie "ING".

10.2.3 Modalités de variation

Les prix sont révisables.

La périodicité de la révision est annuelle à la date d'anniversaire du marché, courant à compter de la date de notification du marché. Les prestations réalisées lors de la 1ère année de la vie du marché, ne sont pas révisées.

Les prestations réalisées à compter de la 2ème année de vie du marché seront révisées suivant la formule ci-dessous avec l'indice I_m connu (publié) au mois de la date du premier anniversaire du marché sous réserve du respect du délai d'exécution contractuelle de l'élément de mission : si les prestations sont réalisées avec retard, du fait du titulaire, et en l'absence de prolongation dudit délai, la révision sera calculée en fonction de la date initiale d'exécution des prestations.

La révision prévue est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient c de révision donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 I_m/I_0$$

I_0 : Indice ingénierie du mois M_0

I_m : Indice ingénierie connu (publié) au mois de la date anniversaire du marché

Les prestations exécutées les années suivantes obéissent au même principe.

11 MODALITES DE REGLEMENT

11.1 Acomptes

Des acomptes sont versés au titulaire dans les conditions des articles R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique.

11.1.1 Périodicité

Les acomptes sont mensuels.

11.1.2 Montant

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

Le montant de chaque acompte est fixé en fonction de la part du forfait de rémunération déterminée dans l'acte d'engagement ou la décomposition du prix global et forfaitaire.

11.2 Demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG.-PI.

11.3 Délai de paiement

Les sommes dues en exécution seront payées dans un délai maximum de 50 jours.

L'attention du titulaire est appelée sur les retards de mandatement générés par son fait, et notamment par sa carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour du marché et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :

- Modification de la raison sociale,
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire ou postale,
- Retard dans le retour des documents transmis pour signature,
- Révision, modification des prix...

et plus généralement pour tout motif de retard imputable aux prestataires (retard dans la production des documents, facturation au titre d'un marché non encore notifié, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents, retard dans la production des indices de référence....). Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché suspendront de plein droit le délai de paiement.

Les modalités de calcul, du délai de paiement, ainsi que le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, sont fixés par le décret 2010-269 du 29 mars 2013.

11.4 Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement

Il sera effectué conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG PI.

La signature de chaque demande de paiement par le représentant du groupement vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer.

11.5 Modalité de facturation – CHORUS PRO

Les factures sont obligatoirement déposées par le titulaire via la plateforme CHORUS PRO selon l'annexe du présent CCAP.

11.6 Solde

Après achèvement de la mission, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement pour solde conformément au CCAG-PI.

12 ASSURANCES

12.1 Responsabilité

Au titre du présent marché, le titulaire reste seul responsable de tous les dommages (corporels, matériels, immatériels...), résultant de l'exécution des prestations qui lui incombent, que ces dommages soient causés à des tiers ou au pouvoir adjudicateurs.

12.2 Assurance

Avant tout commencement d'exécution de la prestation, le titulaire du marché doit justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité auprès d'une société d'assurance notoirement solvable, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en application de l'article « Responsabilité » susvisé, y compris celles résultant de dommages immatériels consécutifs (perte de chiffre d'affaire liée à une interruption d'activité consécutive à un dommage garanti par exemple) et à l'exclusion des dommages immatériels non consécutifs.

13 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 22 du CCAP PI, l'acheteur public peut décider, au terme de chacune des phases, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. La décision d'arrêter l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché et ne donne lieu à aucune indemnité au profit du titulaire.

14 RÉSILIATION

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution du marché avant son terme :

- Soit pour événements extérieurs au marché dans les conditions prévues à l'article 37 du CCAG PI,
- Soit pour événements liés au marché dans les conditions prévues à l'article 38 du CCAG PI,
- Soit pour faute du titulaire :
 - Dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG PI;
 - En cas de manquements à ses obligations contractuelles ;
 - En cas de non accomplissement par le titulaire des formalités prévues par l'article 5.4 - *Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé* - du présent CCAP ;

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution, sera adressée au titulaire.

Cette procédure contradictoire ne sera toutefois pas appliquée en cas de faute du titulaire d'une exceptionnelle gravité justifiant, au regard de ses conséquences potentielles ou avérées sur le fonctionnement du service public hospitalier, qu'il soit immédiatement mis fin à l'exécution du contrat.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

Par dérogation aux articles 36 et 40 du CCAG PI, il ne sera pas accordé d'indemnité au titulaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

15 CESSION DU MARCHE EN COURS DE PERIODE CONTRACTUELLE – CLAUSE DE REEXAMEN

Le titulaire s'interdit de céder tout ou partie des droits et obligations nés du présent marché à un tiers quelconque sans autorisation préalable des HCL.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession étant subordonnée à l'autorisation prévue au présent article, les HCL se réservent le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire devra préciser :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- La forme, la dénomination sociale, l'adresse du siège social et l'identité des mandataires sociaux du cessionnaire ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Les HCL devront se prononcer sur l'agrément du cessionnaire au plus tard vingt (20) jours ouvrés après réception de la demande d'agrément, étant précisé que les HCL ne pourront refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

16 DROIT ET LANGUE

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable. Les juridictions compétentes sont celles du siège des HCL.

Tous les documents, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

17 LITIGE

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de LYON est seul compétent en cas de litige.

Dans le cadre de la signature de la charte relations inter-entreprises, les HCL s'engagent à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de leurs fournisseurs. Dans le cas d'un litige avec l'entité HCL en cours d'exécution du marché, vous pouvez vous adresser à da.villon-mediateur@chu-lyon.fr.

ANNEXE 1 : RISQUES GENERAUX DANS LES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS

Les établissements hospitaliers sont des lieux ouverts au public. A ce titre, il est rappelé aux intervenants extérieurs que les risques d'accidents, nés de la coopération de plusieurs entreprises sur un même site tels que mentionnés dans le décret du 20 février 1992, sont considérablement amplifiés du fait de la présence permanente de patients dont les capacités d'action sont souvent réduites, voire inexistantes.

Leur présence génère :

- La nécessité de protections particulières pour les préserver de tout risque
- Le respect de la continuité du service public qui peut rendre impropres les mesures de sécurité habituellement prises dans des contextes strictement privés (Ex : suspension d'activité le temps des travaux).
- Il est donc demandé aux intervenants extérieurs d'apporter **la plus grande vigilance** dans l'exercice de la mission qui leur est confiée notamment vis-à-vis :
 - Des patients hospitalisés, valides, alités, à mobilité réduite, ou assistés (assistance respiratoire...),
 - Des visiteurs,
 - Des autres prestataires extérieurs.

PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES PRESENTS EN MILIEU HOSPITALIER

Risques liés aux circulations :

Circulation, parfois intense, de véhicules :

- Véhicules **PRIORITAIRES** des urgences comme les pompiers, SMUR, SAMU,
- Transports sanitaires,
- Véhicules publics ou privés,
- Véhicules de transport de marchandises,
- Cycles.

Circulation de piétons : personnels, patients à mobilité et/ou à vision réduite, en fauteuil roulant, en lits, en brancard, personnes âgées et enfants.

Risques liés à la chimie, biologie et radiologie :

- Présence de produits chimiques, inflammables, explosifs, toxiques ou corrosifs en particulier dans les laboratoires et les pharmacies.
- Présence de produits pharmaceutiques dans les pharmacies, dans les unités de soins et les unités d'explorations fonctionnelles.
- Présence d'agents pathogènes, virus, bactéries, matières souillées, ... dans les unités de soins et laboratoires
- Rayonnement ionisants provoqués par des sources radioactives ou par des appareils générateurs de rayonnement (équipements de radiologie, ...) dans les services de radiologie et de radiothérapie.

Risques liés à la présence de matériels en fonctionnement :

- Appareillages médicaux (autoclave, centrifugeuse, ...) dans les unités de stérilisation.
- Installations et réseaux multiples (électricité, eaux, vapeur, aspiration médicale, gaz médicaux) dans l'ensemble des locaux.
- Générateurs ou sous-station de production d'énergie électrique, de vapeur, de chaleur, de gaz médicaux dont les locaux techniques sont généralement répartis sur l'ensemble de l'établissement.

Risques liés à la présence d'installations particulières :

- Cuisine,

- Ateliers d'entretien,
- Stockages de gaz médicaux, fioul, essence,
- Laboratoires d'analyse ou de recherche.

Risques liés à des interférences entre équipements techniques :

- Certains matériels à proximité des appareils à Résonance Magnétique
- Interférences hertziennes
Ex : le téléphone mobile à cellule